

Santé et Protection Animales, Environnement
18 Avenue Maréchal Joffre
Cedex
81013 Albi

Albi, le 12/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LES FERMIERS OCCITANS

1873 ROUTE FRANCOIS JACOB
Zac du Causse
81290 Labruguiere

Références : 2025-D12-4908
Code AIOT : 0006809474

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement LES FERMIERS OCCITANS implanté 1873 ROUTE FRANCOIS JACOB Zac du Causse 81290 Labruguiere. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'établissement est contrôlé dans le cadre de la programmation annuelle des contrôles, ainsi que dans le cadre du dépôt d'un PAC en date de 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LES FERMIERS OCCITANS
- 1873 ROUTE FRANCOIS JACOB Zac du Causse 81290 Labruguiere
- Code AIOT : 0006809474
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Établissement comportant un abattoir de volailles, ainsi que d'un atelier de découpe. L'activité est en baisse.

Le personnel est passé de 92 salariés à 67 le jour du contrôle.

Une réflexion sur l'avenir du site est en cours.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Agroalimentaire Incendie
- AN25 Agroalimentaire Rejets aqueux

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Lutte contre incendie	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 14	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 20.V	Sans objet
3	Eau	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 34	Sans objet
4	Eau	Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 37	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une action corrective est attendue concernant le contrôle des installations électriques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Lutte contre incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; - de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8 ; - d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple), d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et doit permettre de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ; - d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compa-

<p>tibles avec les matières stockées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.
<p>Constats :</p> <p>L'établissement dispose de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - extincteurs répartis sur le site (dernier contrôle le 07/11/2025 par EUROFEU), - d'affiches concernant les plans des locaux avec n° des secours, plan d'évacuation, localisation des extincteurs, alarmes, fenêtre de désenfumage (à noter que les alarmes, ainsi que les fenêtres de désenfumage ont fait l'objet d'une vérification le 07/11/2025), - présence de bouche à incendie à moins de 100 mètres (n°120-0076 100 m3/h - n°120-0114 33 m3/h), - les plans à jour des locaux à risque sont en cours de finalisation. <p>A noter que le contrôle des installations électriques réalisé du 05/05/2025 au 06/05/2025 par l'APAVE, fait apparaître des risques incendie ou explosion :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence ou inadaptation des dispositifs de protection contre les surintensité, - Dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel, - Existence de locaux à risque d'incendie et/ou zones à risque d'explosion pour lesquels l'installation ne répond à aucune des deux conditions suivantes : dispositifs assurant la signalisation ou coupure au 1er défaut d'isolement - protection des circuits alimentant ces locaux...
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Nous faire parvenir les plans à jour des locaux à risque, ainsi que les actions correctives mises en place pour lever les non-conformités relatives aux installations électriques.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Isolement du réseau de collecte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 20.V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Isolement du réseau de collecte</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.</p> <p>En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles</p>

<p>d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - du volume des matières liquides stockées ; - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie (120 m³ minimum) ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Une réflexion est en cours concernant le recueil des eaux d'extinction. Le bassin d'eau pluviale pourrait recueillir les eaux d'extinction et être vidangé.</p> <p>L'exploitant nous fournira les pistes concernant ce projet dans le courant du 1er trimestre 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 34</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Débit journalier spécifique</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite. Le débit maximal journalier spécifique autorisé est de 6 m³/tonne de produit entrant ou 10 m³/tonne de produit entrant en cas d'utilisation d'eau au sein d'un dispositif de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les consommations d'eau sont enregistrées mensuellement, les personnels vérifient les indicateurs mensuellement et la personel est formé à la sensibilisation de l'utilisation de l'eau. Tous les effluents sont canalisés et dirigés vers la station de pré-traitement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/03/2012, article 37</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« En matière de traitement externe des effluents par une station d'épuration collective, les dispositions de l'article 34 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié s'appliquent. « Elles concernent notamment : - les modalités de raccordement ; - les valeurs limites avant raccordement ; « Ces dernières dépendent de la nature des polluants rejetés (macropolluants ou substances dan-</p>

gereuses) et du type de station d'épuration (urbaine, industrielle ou mixte). »
<p>Constats :</p> <p>Présence d'une convention de rejet avec la communauté d'agglomération de Castres-Mazamet en date du 31/03/2025. les valeurs limites de rejet sont conforme à la-dite convention sauf pour l'azote (54.3 mg/l pour un attendu de 50 mg/l). L'établissement procède à des auto-contrôles de ses eaux de rejets. L'établissement doit faire procéder à une analyse de "recalage" au moins une fois par an de ses rejets.</p>
Type de suites proposées : Sans suite